



Table des matières

Table of contents

Fiche d'identité.....	4
Message du Président.....	5
Rapport du Conseil d'Administration.....	6
Rapport d'audit	10
Bilan	18
Compte de profits et pertes	20
Annexe	22

Company profile	4
Message from the Chairman	5
Report of the Board of Directors	6
Independent auditor's report	14
Balance sheet	18
Profit and loss account	20
Notes on the accounts	22

Fiche d'identité

Company Profile

Constituée le 20 mars 1989
Capital social : 41.692.987,12 EUR
Adresse : 4 rue du Fort Wallis – L 2714 Luxembourg
Tél : 00352/29 99 92 1 – Fax : 00352/29 99 92 901 –
Email : contact@kbcgroupe.lu

Actionnaire :

100 % KBC Verzekeringen N.V.*

Note de solidité financière

'A-' perspective stable par Standard & Poor's
(attribué le 27 octobre 2017)

Conseil d'Administration

Président : Hans Verstraete

Membres : Johan Daemen
Marc Euben
Ivo Bauwens

Gestion journalière :

Ivo Bauwens

Auditeur externe

PricewaterhouseCoopers
2 rue Gerhard Mercator
L-1014 Luxembourg

Incorporated on 20 March 1989
Share capital: 41.692.987,12 EUR
Address: 4 rue du Fort Wallis – L-2714 Luxembourg
Tel: 00 352 29 99 92 1 – Fax: 00 352 29 99 92 901 –
E-mail: contact@kbcgroupe.lu

Shareholder

Wholly owned by KBC Insurance N.V.*

IFS rating

'A-' stable outlook from Standard & Poor's
(assigned on 27 October 2017)

Board of Directors

Chairman : Hans Verstraete

Members: Johan Daemen
Marc Euben
Ivo Bauwens

Day-to-day management:

Ivo Bauwens

External auditors

PricewaterhouseCoopers
2 rue Gerhard Mercator
L-1014 Luxembourg

* filiale à 100% de KBC Group N.V.

* Wholly owned subsidiary of KBC Group NV

Message du Président

Message from the Chairman

Aujourd'hui, avec un certain recul, nous pouvons affirmer que l'adaptation de notre stratégie permet d'enregistrer des résultats positifs et de protéger nos fonds propres qui couvrent largement nos besoins. Les résultats de l'exercice écoulé en sont une démonstration.

KBC Group Re repose sur deux métiers : le réassureur interne commun du groupe d'assurance et la centrale de rétention des risques opérationnels de tout le groupe KBC. Notre ambition est l'approfondissement de ces métiers avec efficacité et professionnalisme ainsi que la délivrance d'un service de qualité.

Ce développement dans la continuité est indissociable avec notre culture qui inspire un partage des mêmes vues, des mêmes affinités, des mêmes jugements, afin que chaque partie apprécie les avantages de la collaboration avec l'autre.

J'envisage donc positivement l'avenir nonobstant les aléas de l'environnement dans lequel nous opérons.

Je souhaite saisir l'occasion pour remercier nos rétrocessionnaires pour leurs engagements et leur concours.

Mes remerciements vont aussi à l'ensemble des collaborateurs de KBC Group Re pour leur créativité, leur zèle et leur attachement.

Looking back, we can now say that adapting our strategy allowed us to achieve positive results and preserve our capital, which largely meets our needs. This is evidenced in our earnings for the last financial year.

KBC Group Re is composed of two business lines: internal reinsurance for the insurance group, and operational risk retention for the entire KBC group. Our goal is to grow these business lines, work effectively and professionally and provide a high-quality service.

This continuous development is integrated into our culture to enable us to share the same vision, the same identity and the same opinions, so that all concerned are able to appreciate the benefits of working together.

As such, despite the vagaries of the environment in which we operate, I am positive about what the future will bring.

I would like to take this opportunity to thank our retrocessionnaires for their commitment and support.

My thanks also go to all KBC Group Re employees for their creativity, enthusiasm and dedication.



Hans Verstraete, *Président*

Hans Verstraete, *Chairman*

Rapport du Conseil d'Administration

Report of the Board of Directors

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AUX ACTIONNAIRES

Pour la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017

Messieurs,

1. Nous avons l'honneur de vous faire rapport sur l'activité de notre société au cours de l'exercice écoulé. Conformément à la loi et aux statuts, nous soumettons à votre approbation les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2017.

Le résultat de la société présente un bénéfice de EUR 28 969 696 après la reprise d'une partie de la provision d'égalisation.

Le total du bilan est d'EUR 542,93 millions, contre EUR 604,65 millions en 2016.

2. Compte technique non-vie

Les primes émises brutes s'élèvent à EUR 32,86 millions contre EUR 34,77 millions réalisées en 2016. Les primes acquises nettes de rétrocession atteignent EUR 20,53 millions (EUR 22,31 millions en 2016).

Le ratio 'Frais d'acquisition nets / Primes émises nettes de rétrocession' est en forte augmentation – à savoir 9,68% au 31/12/2017 contre 4,36 % au 31/12/2016 – mais en réalité le ratio de 2016 a été très positivement influencé par des opérations exceptionnelles.

Le ratio 'Frais d'administration / Primes acquises nettes de rétrocession' est de 9,64% au 31/12/2017 contre 8,64% au 31/12/2016.

REPORT OF THE BOARD OF DIRECTORS TO THE SHAREHOLDERS

For the period starting 1 January to 31 December 2017

Gentlemen,

1. We are pleased to report to you on the activities of our company during the past financial year. In accordance with the law and our articles of association, we hereby submit the annual accounts for the year ended 31 December 2017 for your approval.

Our company recorded a profit of 28.969.696 EUR after a reversal of a part of the equalization reserve.

Total assets amounted to 542.93 million EUR in 2017, compared with 604.65 million EUR in 2016.

2. Non-life technical account

Gross written premiums amounted to 32.86 million EUR compared to 34.77 million EUR recorded in 2016. Earned premiums net of retrocession reached 20.53 million EUR (22.31 million EUR in 2016).

The ratio of "acquisition expenses to earned premium, net of reinsurance" increased sharply, namely 9.68% on 31st December 2017 (compared to 4.36 % on 31/12/2016), but in reality the ratio of 2016 has been very positively influenced by exceptional operations.

The ratio of "administration expenses to earned premiums, net of reinsurance" reached 9.64% on 31/12/2017 compared to 8.64% in 2016.

Rapport du Conseil d'Administration

Report of the Board of Directors

3. Compte non technique

Au niveau financier, l'année s'est soldée par un montant positif d'EUR 11,60 millions contre EUR 13,67 millions en 2016.

4. Au 31 décembre 2017, la société bénéficie d'un rating 'A-', perspectives stables, auprès de S&P. La stratégie, avec le soutien de KBC Group, vise une notation dans la zone 'A'.

5. Risques et incertitudes auxquels est confrontée la société

La société est principalement exposée aux risques de souscription, de marché, de contrepartie ainsi qu'aux risques opérationnels. Une gouvernance adaptée à la taille de l'entreprise et à la complexité de ses affaires a été mise en place pour identifier, mesurer et rapporter ces risques.

Le risque de souscription est composé des risques de tarification et de réserves, ainsi que du risque de catastrophe. Ces risques sont limités par la mise en place et le contrôle de limites d'exposition et par le recours à un programme de rétrocession adapté. Les réserves techniques sont quant à elles évaluées sur base d'informations en provenance des compagnies cédantes, retravaillées par le gestionnaire sinistres et complétées par des méthodes actuarielles destinées à évaluer les sinistres IBN(E)R.

3. Non-technical account

Financially, the year ended with a positive 11.60 million EUR amount compared to 13.67 million EUR in 2016.

4. At year-end 2017 the company had a rating of "A-" - 'stable outlook' from Standard & Poor's. Our strategy, with support from KBC group, aims a rating in the 'A'-range.

5. Risks and uncertainties the company faces

The company is primarily exposed to underwriting, market, counterparty and operational risks. We have established an adequate governance structure with regard to company size and to the complexity of its business in order to identify, measure and report these risks.

The underwriting risks comprise pricing, reserve and disaster risks. The risks are limited through the implementation and control of exposure limits and through use of an adapted retrocession programme. The technical reserves are valued on the basis of information provided by the ceding companies, reworked by the claims manager and supplemented by actuarial methods in order to value the IBN(E)R claims.

Rapport du Conseil d'Administration

Report of the Board of Directors

Les risques de marché incluent les risques d'intérêt. Ils sont limités par une politique ALM en adéquation avec les activités de réassurance de la société.

Les risques de contrepartie englobent les risques de crédit inhérents à notre portefeuille obligations et les risques de crédit sur rétrocessionnaires. Une politique d'investissement saine, définissant des limites par catégories d'émetteurs et de ratings, et des limites de concentration, a été mise en place pour diminuer le risque dans le portefeuille d'investissements. Une politique de rétrocession déterminant des limites par rétrocessionnaire en fonction de leurs fonds propres et rating est également suivie.

Les risques opérationnels sont gérés en concordance avec les exigences de KBC Group et un 'Business continuity plan' est en place.

6. Aucun événement, ni autre décision ne sont intervenus depuis la clôture de l'exercice 2017 dont l'importance serait de nature à avoir une influence sur la poursuite de l'activité de la société.
7. Nous prévoyons pour 2018 une implémentation continuée de la stratégie de la société axée sur un renforcement du rôle de réassureur interne systématique du groupe et de partenaire potentiel exclusif pour tout dossier du groupe avec un assureur ou réassureur externe.
8. Les activités en matière de recherche et développement telles que visées par la loi ne sont pas applicables pour la société.
9. La société n'a pas de succursale.
10. Conformément à la politique d'investissement, la société n'a pas eu recours à des produits dérivés.
11. La société n'a pas acquis et ne détient pas d'action propre.
12. La société est incluse dans les comptes consolidés établis par KBC Group.

Market risks include interest rate risks. They are limited by an ALM policy in line with the company's reinsurance activities.

Counterparty risks include credit risks in the company's bond portfolio and credit risks on retrocession. A sound investment policy, defining the limits by issuer and rating types, and concentration limits, has been put in place to reduce risk in the investment portfolio. A retrocession policy for deciding retrocession limits according to counterparties own funds and rating is also pursued.

Operational risks are managed in line with KBC Group requirements, and a "Business Continuity plan" is in operation.

6. No events or other decisions which could influence the continuation of the company's business have occurred since the closure of financial year 2017.
7. In 2018 we expect continued implementation of the updated company strategy, based on a systematic strengthening of the internal reinsurance role within the group and the potential exclusive partnership for any group deal with an external insurer or reinsurer.
8. Activities in research and development, as provided for by law, are not applicable to the company.
9. The company has no branch office.
10. In accordance with its investment policy, the company did not use derivative products.
11. The company did not purchase and does not detain any of its own shares.
12. The company is included in the consolidated accounts drawn up by KBC Group.

Rapport du Conseil d'Administration

Report of the Board of Directors

13. Le conseil d'administration vous propose :

- d'approuver les comptes annuels tels que présentés ci-joint,
- d'affecter le résultat de la façon suivante :

Résultat de l'exercice	28 969 696
Réserve quinquennale	- 2 230 519
Résultat à distribuer	26 739 177

- de donner décharge aux administrateurs pour l'exécution de leur mandat au cours de période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017,
- de nommer un réviseur externe : suite à la démarche initiée par le groupe KBC de prolonger la désignation du réviseur principal au sein de la grande majorité de ses composantes, nous vous proposons de reconduire le mandat de la société PricewaterhouseCoopers comme réviseur de notre société et ce pour une durée d'un an.

Luxembourg, le 13 mars 2018

Le Conseil d'Administration

Hans VERSTRAETE, *Président*
Ivo BAUWENS, *Administrateur délégué*
Marc EUBEN, *Administrateur*
Johan DAEMEN, *Administrateur*

13. The Board of Directors proposes that:

- the statutory annual accounts, as presented here, be approved;
- the result be allocated as follows:

Result for the financial year	28 969 696
Five-year reserve	- 2 230 519
Dividend to pay	26 739 177

- discharge be granted to the directors for the exercise of their mandate during the period between 1 January 2017 and 31 December 2017;
- the external auditor be appointed: complying with the proposal by KBC Group to renew the appointment of a single auditor for most members of the group, it is proposed that the mandate of PricewaterhouseCoopers be renewed as our company's auditor for one year.

Luxembourg, 13 March 2018

The Board of Directors

Hans VERSTRAETE, *Chairman*
Ivo BAUWENS, *Managing Director*
Marc EUBEN, *Director*
Johan DAEMEN, *Director*

Rapport d'audit

Aux actionnaires de
KBC Group Re S.A.

Rapport sur les comptes annuels

Notre opinion

A notre avis, les comptes annuels ci-joints donnent une image fidèle de la situation financière de KBC Group Re S.A. (la « Société ») au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

Notre opinion est conforme au contenu du rapport complémentaire destiné au Comité d'Audit ou l'organe équivalent.

Ce que nous avons audité

Les comptes annuels de la Société comprennent :

- le bilan au 31 décembre 2017 ;
- le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date ;
- les notes aux comptes annuels, incluant un résumé des principales méthodes comptables.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit en conformité avec le Règlement (UE) N° 537/2014, la Loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la Loi du 23 juillet 2016) et les normes internationales d'audit (ISA) telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces règlement, loi et normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du Réviseur d'entreprises agréé pour l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Nous sommes indépendants de la Société conformément au code de déontologie des professionnels comptables du conseil des normes internationales de déontologie comptable (le Code de l'IESBA) tel qu'adopté pour le Luxembourg par la CSSF ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles.

Au mieux de notre connaissance et en toute bonne foi, nous confirmons que nous n'avons pas fourni de services autres que d'audit interdits tels que visés par l'Article 5(1) du Règlement (UE) N° 537/2014.

Au cours de l'année 2017, nous n'avons pas fourni de service autre que l'audit à KBC Group Re S.A.

.....
*PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, 2 rue Gerhard Mercator, B.P. 1443, L-1014 Luxembourg
T : +352 494848 1, F : +352 494848 2900, www.pwc.lu*

*Cabinet de révision agréé. Expert-comptable (autorisation gouvernementale n°10028256)
R.C.S. Luxembourg B 65 477 - TVA LU25482518*

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des comptes annuels de la période considérée, et incluent les risques jugés les plus importants d'anomalies significatives, y compris les risques d'anomalie significative due à une fraude. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Question clé de l'audit

Provision pour sinistres tardifs

La provision pour sinistres (EUR 64,6m) se compose de la provision pour sinistres déclarés (EUR 56,1m) et de la provision pour sinistres tardifs (EUR 8,5m) (ci-après « provision IBNR ») qui a été calculée/estimée par la Société (voir note 2 des comptes annuels).

Cette provision IBNR est, par nature, le résultat d'estimations. Ces estimations sont influencées par la méthodologie de calcul et les différentes hypothèses sous-jacentes retenues pouvant engendrer par conséquent un risque de sur/sous-estimation de cette provision.

Comment notre audit a répondu à cette question clé

En collaboration avec nos actuaires internes, nous avons tout d'abord pris connaissance du processus mis en place par la Société pour déterminer la provision IBNR.

Nous avons ensuite complété nos procédures comme suit :

- Nous nous sommes assurés de l'exhaustivité et de l'exactitude des données utilisées par les actuaires de la Société pour estimer la provision IBNR par le biais d'un rapprochement avec les données comptables ;
- Nos actuaires ont évalué, par rapport aux techniques actuarielles reconnues et en utilisant leur expérience et connaissance de l'industrie, le caractère approprié de la méthodologie, des méthodes et des hypothèses utilisées pour l'estimation de la provision IBNR par la Société ;
- Nos actuaires ont également effectué une re-projection indépendante de la provision IBNR pour s'assurer de son caractère prudent.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration.

Les autres informations se composent des informations présentées dans le rapport annuel incluant le rapport de gestion mais ne comprennent pas les comptes annuels et notre rapport d'audit sur ces comptes annuels.

Notre opinion sur les comptes annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des comptes annuels, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les comptes annuels ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités du Conseil d'Administration et des responsables du gouvernement d'entreprise pour les comptes annuels

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des comptes annuels conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, c'est au Conseil d'Administration qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables du gouvernement d'entreprise de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités du Réviseur d'entreprises agréé pour l'audit des comptes annuels

Les objectifs de notre audit sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la Loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la Loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société ;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que les informations y afférentes fournies par ce dernier;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'Administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des événements ou situations futurs pourraient amener la Société à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des comptes annuels, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les comptes annuels représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables du gouvernement d'entreprise notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables du gouvernement d'entreprise une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables du gouvernement d'entreprise, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des comptes annuels de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le rapport de gestion est en concordance avec les comptes annuels et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

Nous avons été désignés en tant que Réviseur d'entreprises agréé par l'Assemblée Générale des Actionnaires en date du 8 mai 2017 et la durée totale de notre mission sans interruption, y compris les reconductions et les renouvellements précédents, est de 2 ans.

PricewaterhouseCoopers, Société coopérative
Représentée par



Marc Voncken

Luxembourg, le 13 mars 2018



Independent auditor's report

To the Shareholders of
KBC Group Re S.A.

Report on the audit of the annual accounts

Our opinion

In our opinion, the accompanying annual accounts give a true and fair view of the financial position of KBC Group Re S.A. (the "Company") as at 31 December 2017, and of the results of its operations for the year then ended in accordance with Luxembourg legal and regulatory requirements relating to the preparation and presentation of the annual accounts.

Our opinion is consistent with our additional report to the Audit Committee or equivalent.

What we have audited

The Company's annual accounts comprise:

- the balance sheet as at 31 December 2017;
- the profit and loss account for the year then ended; and
- the notes to the annual accounts, which include a summary of significant accounting policies.

Basis for opinion

We conducted our audit in accordance with the EU Regulation No 537/2014, the Law of 23 July 2016 on the audit profession (Law of 23 July 2016) and with International Standards on Auditing (ISAs) as adopted for Luxembourg by the "Commission de Surveillance du Secteur Financier" (CSSF). Our responsibilities under those Regulation, Law and standards are further described in the "Responsibilities of the "Réviseur d'entreprises agréé" for the audit of the annual accounts" section of our report.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

We are independent of the Company in accordance with the International Ethics Standards Board for Accountants' Code of Ethics for Professional Accountants (IESBA Code) as adopted for Luxembourg by the CSSF together with the ethical requirements that are relevant to our audit of the annual accounts. We have fulfilled our other ethical responsibilities under those ethical requirements.

To the best of our knowledge and belief, we declare that we have not provided non-audit services that are prohibited under Article 5(1) of Regulation (EU) No 537/2014.

During the year ended 2017, we have not provided non-audit services to KBC Group Re S.A..

.....
PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, 2 rue Gerhard Mercator, B.P.1443, L-1014 Luxembourg
T: +352 494848 1, F: +352 494848 2900, www.pwc.lu

Cabinet de révision agréé. Expert-comptable (autorisation gouvernementale n°10028256)
R.C.S. Luxembourg B 65 477 - TVA LU25482518

Key audit matters

Key audit matters are those matters that, in our professional judgment, were of most significance in our audit of the annual accounts of the current period, and include the most significant assessed risks of material misstatement (whether or not due to fraud). These matters were addressed in the context of our audit of the annual accounts as a whole, and in forming our opinion thereon, and we do not provide a separate opinion on these matters.

Key audit matter

Incurred But Not Reported claims reserve

The claim reserve (EUR 64.6m) is set up of the reserve for claims notified (EUR 56.1m) and Incurred but Not Reported claims (EUR 8.5m) (hereafter “IBNR reserve”), the latter having been calculated/estimated by the Company (see note 2 to the annual accounts).

This IBNR reserve is, by nature, the result of estimates. These estimates are influenced by the calculation methodology as well as the underlying assumptions used, which can consequently, lead to a risk of over/under-estimation of this reserve.

How our audit addressed the Key audit matter

Together with our internal actuaries, we have first gained an understanding of the process set up by the Company to determine the IBNR reserve.

We have subsequently complemented our procedures as follows:

- We have tested the accuracy of the data used by the Company’s actuaries to estimate the IBNR reserve to the underlying source data;
- Our actuaries have assessed, comparing to actuarially recognised techniques and using their knowledge of the industry, the appropriateness of the methodology, the methods and assumptions used by the Company to estimate the IBNR reserve;
- Our actuaries have also performed an independent re-projection of the IBNR reserve to ensure its reasonableness.

Other information

The Board of Directors is responsible for the other information. The other information comprises the information stated in the Management report but does not include the annual accounts and our audit report thereon.

Our opinion on the annual accounts does not cover the other information and we do not express any form of assurance conclusion thereon.

.....

This document is an English translation of the original French version. Only the French version of the present annual accounts has been reviewed by the “Réviseur d’entreprises agréé”. Consequently, the Audit report refers to the French version of the annual accounts, other versions result from a conscientious translation made under the responsibility of the Board of Directors. In case of differences between the French version and the translation, the French version prevails.

In connection with our audit of the annual accounts, our responsibility is to read the other information identified above and, in doing so, consider whether the other information is materially inconsistent with the annual accounts or our knowledge obtained in the audit, or otherwise appears to be materially misstated. If, based on the work we have performed, we conclude that there is a material misstatement of this other information, we are required to report that fact. We have nothing to report in this regard.

Responsibilities of the Board of Directors and those charged with governance for the annual accounts

The Board of Directors is responsible for the preparation and fair presentation of the annual accounts in accordance with Luxembourg legal and regulatory requirements relating to the preparation and presentation of the annual accounts, and for such internal control as the Board of Directors determines is necessary to enable the preparation of annual accounts that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the annual accounts, the Board of Directors is responsible for assessing the Company's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless the Board of Directors either intends to liquidate the Company or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Those charged with governance are responsible for overseeing the Company's financial reporting process.

Responsibilities of the "Réviseur d'entreprises agréé" for the audit of the annual accounts

The objectives of our audit are to obtain reasonable assurance about whether the annual accounts as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an audit report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with the EU Regulation No 537/2014, the Law of 23 July 2016 and with ISAs as adopted for Luxembourg by the CSSF will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these annual accounts.

As part of an audit in accordance with the EU Regulation No 537/2014, the Law of 23 July 2016 and with ISAs as adopted for Luxembourg by the CSSF, we exercise professional judgment and maintain professional scepticism throughout the audit. We also:

- identify and assess the risks of material misstatement of the annual accounts, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control;
- obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Company's internal control;
- evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by the Board of Directors;

- conclude on the appropriateness of the Board of Directors' use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Company's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our audit report to the related disclosures in the annual accounts or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our audit report. However, future events or conditions may cause the Company to cease to continue as a going concern;
- evaluate the overall presentation, structure and content of the annual accounts, including the disclosures, and whether the annual accounts represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

We also provide those charged with governance with a statement that we have complied with relevant ethical requirements regarding independence, and to communicate with them all relationships and other matters that may reasonably be thought to bear on our independence, and where applicable, related safeguards.

From the matters communicated with those charged with governance, we determine those matters that were of most significance in the audit of the annual accounts of the current period and are therefore the key audit matters. We describe these matters in our audit report unless law or regulation precludes public disclosure about the matter.

Report on other legal and regulatory requirements

The Management report is consistent with the annual accounts and has been prepared in accordance with applicable legal requirements.

We have been appointed as "Réviseur d'Entreprises Agréé" by the General Meeting of the Shareholders on 8 May 2017 and the duration of our uninterrupted engagement, including previous renewals and reappointments, is 2 years.

PricewaterhouseCoopers, Société coopérative
Represented by



Marc Voncken

Luxembourg, 13 March 2018

Bilan au 31 décembre 2017 (exprimé en euros)

Balance sheet as at December 31, 2017 (expressed in Euro)

ACTIF	2017	2016	ASSETS
Actifs incorporels (Note 3)	40.688	70.618	Intangible assets (Note 3)
Placements			Investments
Placements dans des entreprises liées et participations			Investments in affiliated undertakings and participating interests
Parts dans des entreprises liées (Note 4)	799	799	Shares in affiliated undertakings (Note 4)
Bons et obligations émis par les entreprises liées (Note 6)	4.997.782	14.992.046	Debt securities issued by affiliated undertakings (Note 6)
	4.998.581	14.992.845	
Autres placements financiers			Other financial investments
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable (Note 5)	23.662.694		Shares and other variable-yield securities (Note 5)
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe (Note 6)	442.672.865	524.579.288	Debt securities and other fixed-income securities (Note 6)
	466.335.559	524.579.288	
Dépôts auprès des entreprises cédantes (Note 7)	33.097.158	16.187.735	Deposits with ceding undertakings (Note 7)
	504.431.299	555.759.868	
Part des réassureurs dans les provisions techniques			Reinsurer's share of technical provisions
Provision pour sinistres	7.592.935	12.963.026	Claims outstanding
Créances			Debtors
Créances nées d'opérations de réassurance (Note 8)	7.010.197	5.507.681	Debtors arising out of reinsurance operations (Note 8)
Autres créances	13.845.047	5.489.506	Other debtors
	20.855.244	10.997.187	
Autres éléments d'actif			Other assets
Actifs corporels (Note 9)	155.100	85.617	Tangible assets (Note 9)
Avoirs en banque et caisse	1.644.766	15.016.515	Cash at bank and in hand
	1.799.866	15.102.132	
Comptes de régularisation			Prepayments and accrued income
Intérêts acquis non échus	8.206.962	9.686.872	Accrued interest
Autres comptes de régularisation	-	69.439	Other prepayments and accrued income
	8.206.962	9.756.311	
	542.926.993	604.649.142	

Bilan au 31 décembre 2017 (exprimé en euros)

Balance sheet as at December 31, 2017 (expressed in Euro)

PASSIF	2017	2016	LIABILITIES
Capitaux propres (Note 10)			Capital and reserves (Note 10)
Capital souscrit (Note 10)	41.692.987	41.692.987	Subscribed capital (Note 10)
Réserves			Reserves
Réserve légale (Note 11)	4.169.299	4.169.299	Legal reserve (Note 11)
Autres réserves	7.018.566	2.820.250	Other reserves
Résultat de l'exercice	28.969.696	80.954.542	Profit for the financial year
	81.850.548	129.637.078	
Provisions techniques			Technical provisions
Provision pour primes non acquises	666.301	419.791	Provision for unearned premiums
Provision pour sinistres	64.593.142	74.437.148	Claims outstanding
Provision pour égalisation	344.440.049	356.203.164	Equalization provision
	409.699.492	431.060.103	
Provisions pour autres risques et charges			Provisions for other risks and charges
Provision pour impôts (Note 17)	49.571.017	38.810.890	Provisions for taxation (Note 17)
Dépôts reçus des réassureurs	286	2.978.194	Deposits from reinsurers
Dettes			Creditors
Dettes nées d'opération de réassurance (Note 12)	1.151.717	1.869.351	Creditors arising out of reinsurance operations (Note 12)
Autres dettes dont dettes fiscales et dettes au titre de la sécurité sociale	54.031	44.157	Other creditors, including tax and social security
	1.205.748	1.913.508	
Comptes de régularisation	599.902	249.368	Accruals and deferred income
	542.926.993	604.649.142	

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels

The accompanying notes form an integral part of these annual accounts

Compte de profits et pertes

Exercice clôturé au 31 décembre 2017 (exprimé en euros)

Profit and Loss account

Year ended December 31, 2017 (expressed in Euro)

	2017	2016	
Compte technique de l'assurance non vie			Technical account - Non-life-insurance business
Primes acquises, nettes de réassurance			Earned premiums, net of reinsurance
Primes brutes émises (Note 13)	32.858.739	34.774.740	Gross premiums written (Note 13)
Primes cédées aux réassureurs	(12.085.807)	(12.381.441)	Outward reinsurance premiums
Variation du montant brut de la provision pour primes non acquises	(246.511)	(85.545)	Change in the gross provision for unearned premiums
	20.526.421	22.307.754	
Autres produits techniques, nets de réassurance	66.577	34.375	Other technical income, net of reinsurance
Charge des sinistres, nette de réassurance			Claims incurred, net of reinsurance
Montants payés			Claims paid
Montants bruts	(7.603.593)	(10.231.173)	Gross amount
Part des réassureurs	3.081.606	4.478.512	Reinsurers' share
Variation de la provision pour sinistres			Change in the provision for claims
Montant brut	9.844.006	(6.171.750)	Gross amount
Part des réassureurs	(5.370.092)	(6.262.123)	Reinsurers' share
	(48.073)	(18.186.534)	
Frais d'exploitation nets			Net operating expenses
Frais d'acquisition	(2.009.367)	(997.236)	Acquisition costs
Frais d'administration (Note 15, 16 & 18)	(1.977.976)	(1.928.012)	Administrative expenses (Note 15, 16 & 18)
Commissions reçues des réassureurs et participations aux bénéfices	(1.904)	20.155	Reinsurance commissions and profit participation
	(3.989.247)	(2.905.093)	
Autres charges techniques, nettes de réassurance	(173.668)	(66.081)	Other technical charges, net of reinsurance
Variation de la provision pour égalisation	11.763.115	99.590.516	Change in the equalization provision
Résultat du compte technique de l'assurance non vie	28.145.125	100.774.937	Balance on the technical account for non-life-insurance

Compte de profits et pertes

Exercice clôturé au 31 décembre 2017 (exprimé en euros)

Profit and Loss account

Year ended December 31, 2017 (expressed in Euro)

	2017	2016	
Compte non technique			Non-technical account
Résultat du compte technique de l'assurance non vie	28.145.125	100.774.937	Balance on the technical account for non-life-insurance business
Produits des placements			Investment income
Produits des participations	133	242.071	Income from participating interests
Produits des autres placements (Note 14)	15.844.815	17.836.692	Income from other investments (Note 14)
Profits provenant de la réalisation de placements	976.225	437.045	Gains on the realization of investments
	16.821.173	18.515.808	
Charges des placements			Investment charges
Charges de gestion des placements y compris les charges d'intérêts	(4.402.392)	(4.842.208)	Investment management charges, including interests
Pertes provenant de la réalisation des placements	(815.592)	–	Losses on the realization of investments
	(5.217.984)	(4.842.208)	
Autres produits	114.257	94.352	Other income
Autres charges y compris les corrections de valeur	(80.160)	(92.572)	Other charges, including value adjustments
Impôts sur les résultats provenant des activités ordinaires (Note 17)	(10.760.126)	(33.423.033)	Tax on profit or loss on ordinary activities (Note 17)
Résultat provenant des activités ordinaires après impôts	29.022.285	81.027.284	Profit or loss on ordinary activities after tax
Autres impôts ne figurant pas sous les postes qui précèdent (Note 17)	(52.589)	(72.742)	Other taxes not shown under the preceding items (Note 17)
Résultat de l'exercice	28.969.696	80.954.542	Profit or loss for the financial year

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels

The accompanying notes form an integral part of these annual accounts

Annexe

Notes on the accounts

NOTE 1 - GÉNÉRALITÉS

KBC Group Re S.A. (anc. Assurisk) (la «Compagnie») est une société de réassurance constituée le 20 mars 1989 sous la forme d'une société anonyme de droit luxembourgeois.

Le 24 mars 2011, l'Assemblée Générale décide de modifier la dénomination sociale de la société Assurisk en KBC Group Re S.A..

La Compagnie a pour objet principal toutes opérations de réassurance dans toutes les branches.

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

NOTE 2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Principes généraux

Les comptes annuels sont établis conformément aux prescriptions légales en vigueur et aux principes comptables généralement admis au Grand-Duché de Luxembourg pour les sociétés de réassurance.

Afin de donner une image fidèle des comptes annuels, la Compagnie a utilisé la faculté de l'article 2 de la loi du 8 décembre 1994 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois (version coordonnée du 5 décembre 2007).

Les comptes annuels de la Compagnie sont intégrés globalement dans les comptes consolidés de KBC Insurance N.V., Professor Van Overstraetenplein 2, B-3000 Leuven, Belgique auprès de laquelle les comptes consolidés peuvent être obtenus.

Ces comptes consolidés sont eux-mêmes intégrés globalement dans les comptes consolidés de KBC Groupe S.A., Havenlaan 2, Bruxelles, Belgique auprès de laquelle les comptes consolidés peuvent être obtenus.

La Compagnie est exemptée d'établir des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion.

NOTE 1 - GENERAL

KBC Group Re S.A. (formerly Assurisk) ("the Company") was incorporated on 20 March 1989 and is registered as a "Société Anonyme" under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg.

On 24 March 2011, the General Assembly decides to change the name of the company Assurisk in KBC Group Re SA.

The main object of the Company is to carry out reinsurance operations in all classes of risks.

The Company's accounting year begins on January 1 and ends on December 31 each year.

NOTE 2 - SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES

General principles

The annual accounts are prepared in accordance with the legal requirements in force and the accounting principles generally accepted for reinsurance companies in the Grand-Duchy of Luxembourg.

In order to give a fair view of the annual accounts, the Company used the faculty of the article 2 of the law of 8 December 1994 concerning the annual accounts and the consolidated accounts of insurance and reinsurance companies under the Luxembourg law (coordinated version of 5 December 2007).

The annual accounts of KBC Group Re are integrated in the consolidated accounts of KBC Insurance N.V., Professor Van Overstraetenplein 2, B-3000 Leuven, in Belgium. Consolidated accounts may be obtained from this company.

These consolidated accounts are further integrated in the consolidated accounts of KBC Groupe S.A., Havenlaan 2, Bruxelles, in Belgium. Consolidated accounts may be obtained from this company.

The Company is exempted to establish consolidated accounts and a consolidated management report.

... Annexe

... Notes on the accounts

Conversion des devises

La Société tient sa comptabilité suivant le système pluri-monnaire et ses comptes annuels sont exprimés en EUR.

Les transactions en devises sont converties en EUR aux cours de change en vigueur à la date de la transaction.

A la date de clôture de l'exercice, les avoirs et les engagements en devises, ainsi que les provisions techniques, sont évalués en EUR sur base des cours de change en vigueur au dernier jour du mois qui précède les transactions.

Les différences de change résultant de l'application de ces principes sont incluses dans le résultat de l'exercice.

Actifs incorporels

Les actifs incorporels comprennent les frais de licence et de logiciel informatique qui sont portés à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition.

Ils sont amortis linéairement selon les périodes suivantes :

- logiciel	5 ans
- licence	4 ans

Parts dans des entreprises liées

Les parts dans des entreprises liées sont évaluées au coût d'acquisition. En cas de dépréciation durable, les parts dans des entreprises liées font l'objet de corrections de valeurs afin de leur donner la valeur inférieure qui est à leur attribuer à la date de clôture du bilan. Ces corrections de valeurs ne sont pas maintenues lorsque les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.

Bons et obligations émis par les entreprises liées et Autres placements financiers

Les actions, obligations et autres titres sont enregistrés à l'actif à leur prix d'acquisition.

A la clôture de l'exercice, les actions et autres valeurs mobilières à revenu variable et parts dans des fonds communs de placement sont évalués individuellement

Foreign currency translation

The company maintains its accounting records according to the multi-currency system and its annual accounts are expressed in EUR.

Transactions expressed in foreign currencies are converted to EUR at the rates of exchange prevailing at the last day of the month preceding the transactions.

At the balance sheet date, assets and liabilities in foreign currencies, including technical provisions, are calculated in EUR on the basis of exchange rates in force at that date.

The exchange differences resulting from the application of these principles are included in the result for the financial year.

Intangible assets

Intangible assets which are composed of software licenses and computer software are valued at acquisition cost.

These assets are depreciated on a straight-line basis over their estimated useful lives as follows:

- Software	5 years
- License	4 years

Investments in affiliated undertakings and participating interests

Investments in affiliated undertakings and participating interests are valued at acquisition cost. Where the impairment is expected to be permanent in nature, the investments in affiliated undertakings and participating interests are subjected to value adjustments in order to be valued at the lower price at the balance sheet date. These value adjustments should no longer continue when the reasons for which they were made cease to apply.

Debt securities issued by affiliated undertakings and other financial investments

Shares, bonds and other securities are recorded at their acquisition cost.

At the end of the financial year, shares and other variable-yield securities and units in unit trusts are valued at the lower of acquisition cost or market value.

... Notes on the accounts

au plus bas du coût d'acquisition ou de la valeur du marché. Les dépréciations constatées font l'objet de corrections de valeur qui sont déduites du prix d'acquisition.

Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe sont enregistrées à leur coût d'acquisition qui comprend les frais accessoires. Lorsque le prix d'acquisition de ces titres est supérieur au prix de remboursement, la différence est prise en charge en compte de profits et pertes de manière échelonnée pendant la période restant à courir jusqu'à l'échéance. Lorsque le prix d'acquisition de ces titres est inférieur à leur prix de remboursement, la différence est portée en résultat de manière échelonnée pendant la période restant à courir jusqu'à l'échéance.

En cas de dépréciation dont les administrateurs estiment qu'elle revêt un caractère durable, ces placements font l'objet de corrections de valeur afin de leur donner la valeur inférieure qui est à leur attribuer à la date de clôture du bilan. Ces corrections de valeurs ne sont pas maintenues lorsque les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.

Créances

Les créances sont inscrites à l'actif à leur valeur nominale. Celle-ci fait l'objet d'une correction de valeur pour les créances dont la valeur de réalisation est incertaine.

Actifs corporels

Les actifs corporels sont évalués à leur prix d'acquisition. Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des biens.

Provision pour primes non acquises

La provision pour primes non acquises comprend le montant représentant la fraction des primes brutes qui doit être allouée à l'exercice suivant ou aux exercices ultérieurs.

Elle est calculée séparément pour chaque traité sur base des informations reçues des entreprises cédantes.

Value adjustments made for declines in value of shares and other variable-yield securities are deducted from the acquisition cost.

Debt securities and other fixed-income securities are recorded at acquisition cost plus transaction costs. Where the acquisition cost exceeds the amount repayable at maturity the difference is charged to the profit and loss account in installments over the period remaining until repayment. Where the acquisition cost is lower than the amounts repayable at maturity, the difference is released to income in installments over the period remaining until repayment.

Where the directors expect impairment in value to be permanent in nature, these investments are subjected to value adjustments in order to be valued at the lower price at the balance sheet date. These value adjustments should no longer continue when the reasons for which they were made cease to apply.

Debtors

Debtors are shown at their nominal value. Value adjustments are made where the realisable value is uncertain.

Tangible assets

Tangible assets are valued at their acquisition cost. Depreciations are calculated based on their useful lives.

Provision for unearned premiums

The provision for unearned premiums shall comprise the amount representing that part of gross premiums written which is to be allocated to the following financial year or subsequent financial years.

It shall be computed separately for each insurance contract based on the information received from the ceding companies.

... Annexe

... Notes on the accounts

Provision pour sinistres

La provision pour sinistres est constituée sur base de rapports et d'estimations individuelles reçus des compagnies cédantes et englobe la provision pour sinistres tardifs ainsi que la provision pour frais de gestion futurs.

A la clôture de chacun des exercices suivants, la provision est ajustée en fonction de l'expérience acquise et des informations disponibles.

Le montant éventuel de la réassurance est inscrit séparément à l'actif.

Provision pour autres risques et charges

Des provisions pour risques et charges ont été comptabilisées afin de couvrir des charges ou des dettes probables ou certaines, nettement circonscrites quant à leur nature mais dont le montant ou la date de survenance sont encore indéterminés à la date d'établissement du bilan.

Provision pour égalisation

En conformité avec la réglementation applicable en matière de réassurance la société doit constituer une provision pour égalisation. Sur base du règlement grand-ducal du 5 décembre 2007 précisant les conditions d'agrément et d'exercice des entreprises de réassurances, la dotation annuelle à cette provision est égale à la somme algébrique du résultat technique et d'une partie du résultat financier de l'entreprise jusqu'à ce que la provision atteigne un plafond déterminé par application aux primes nettes de réassurance d'un multiple fixé par le Commissariat aux Assurances pour chaque catégorie de risque.

Provision for claims

The provision for claims is established on the basis of reports and individual estimates received from the ceding companies and includes the provision for late losses as well as the provision for future claims handling expenses.

At the end of each subsequent financial year, the provision is adjusted as a result of acquired experience and information available.

The amount relating to reinsurance, if any, is shown separately under assets.

Provisions for other risks and charges

Provisions for other risks and charges are included in order to cover losses or debts whose nature is clearly defined but are, at the balance sheet date, either likely or certain to be incurred but amounts or timing are indeterminable.

Equalization provision

In accordance with the rules applicable for reinsurance companies in Luxembourg an equalization provision must be established by the Company. Based on the grand ducal regulation of 5 December 2007 relating to the supervision of reinsurance companies, the annual allocation to this provision equals the sum of the technical results and a share of the financial result until the provision reaches a ceiling. This ceiling is determined by applying to the net reinsurance premiums a multiple fixed by the "Commissariat aux Assurances" for each type of risk.

NOTE 3 - ACTIFS INCORPORELS

	Logiciel informatique
	2017
Valeurs brutes au début de l'exercice	70.618
Acquisitions	36.755
Déductions	–
Corrections de valeur cumulées	(66.685)
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice	40.688

NOTE 3 - INTANGIBLE ASSETS

	Computer software
	2016
Gross book value at the beginning of the year	82.762
Acquisitions	5.672
Deductions	–
Accumulated value adjustments	(17.816)
Net book value at the end of the year	70.618

NOTE 4 - PARTS DANS DES ENTREPRISES LIÉES

	2017
Coût d'acquisition au début de l'exercice	799
Solde net entrées/sorties	–
Coût d'acquisition à la clôture de l'exercice	799
Correction de valeur au début de l'exercice	–
Reprise de correction de valeur de l'exercice	–
Réévaluation de l'exercice	–
Corrections de valeur cumulées à la clôture de l'exercice	–
Valeur nette comptable	799
Valeur actuelle	799

NOTE 4 - SHARES IN AFFILIATED UNDERTAKINGS

	2016
Acquisition cost at the beginning of the year	799
Net balance additions/disposals	–
Acquisition cost at the end of the year	799
Value adjustments at the beginning of the year	–
Recovery value adjustment for the year	–
Reevaluation of the year	–
Cumulated value adjustments at the end of the year	–
Net book value	799
Current value	799

NOTE 5 - ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIÈRES À REVENU VARIABLE

	2017
Coût d'acquisition	24.478.286
Corrections de valeur cumulées	(815.592)
Valeur nette comptable	23.662.694
Valeur actuelle	23.760.113

NOTE 5 - SHARES AND OTHER VARIABLE YIELD SECURITIES

	2016
Acquisition cost	–
Cumulated value adjustments	–
Net book value	–
Current value	–

... Annexe

... Notes on the accounts

NOTE 6 - OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIÈRES À REVENU FIXE

	2017
Coût d'acquisition	447.670.647
Amortissements cumulés des disagios	–
Valeur nette comptable	447.670.647
Valeur actuelle	476.987.991

DONT OBLIGATIONS ÉMISES PAR LES ENTREPRISES LIÉES

	2017
Coût d'acquisition	4.997.782
Amortissements cumulés des disagios	–
Valeur nette comptable	4.997.782
Valeur actuelle	5.085.150

Au cours de l'exercice 2017, le montant des disagios comptabilisés comme produits dans le compte de profits et pertes s'élève à EUR 122.228 (2016: EUR 118.359). Le montant des agios comptabilisés comme charges dans le compte de profits et pertes s'élève à EUR 4.137.064 (2016: EUR 4.633.311). Au 31 décembre 2017, le montant des agios non amortis s'élève à EUR 12.298.345 (2016: EUR 16.361.591) et le montant des disagios non amortis s'élève à EUR 694.701 (2016: EUR 657.257).

Certaines obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe, sont comptabilisées à une valeur comptable supérieure à leur juste valeur. La valeur comptable n'a pas été ajustée car la dépréciation n'a pas été jugée durable.

	2017
Valeur comptable	9.612.741
Juste valeur	9.410.486

NOTE 6 - DEBT SECURITIES AND OTHER FIXED INCOME SECURITIES

	2016	
Coût d'acquisition	539.571.334	Acquisition cost
Amortissements cumulés des disagios	–	Cumulated amortization of discounts
Valeur nette comptable	539.571.334	Net book value
Valeur actuelle	577.733.108	Current value

OF WHICH DEBT SECURITIES ISSUED BY AFFILIATED UNDERTAKINGS

	2016	
Coût d'acquisition	14.992.046	Acquisition cost
Amortissements cumulés des disagios	–	Cumulated amortization of discounts
Valeur nette comptable	14.992.046	Net book value
Valeur actuelle	15.298.596	Current value

During the year 2017, discounts recorded as income in the profit and loss account, amounted to EUR 122.228 (2016: EUR 118.359). The agios booked as cost in profit and loss amounted to EUR 4.137.064 (2016: EUR 4.633.311). As at 31 December 2017, unamortized agios amounted to EUR 12.298.345 (2016: EUR 16.361.591) and unamortized discount amounted to EUR 694.701 (2016: EUR 657.257).

The book value of some debt securities and other fixed income securities is greater than its market value. The book values have not been depreciated, as the impairment in value is not expected to become permanent.

	2016	
Valeur comptable	19.713.599	Net book value
Juste valeur	19.312.612	Fair value

... Notes on the accounts

NOTE 7 - DÉPÔTS AUPRÈS DES ENTREPRISES CÉDANTES

	2017
Valeur nette comptable	33.097.158
Valeur actuelle	33.097.158

Au 31 décembre 2017, les dépôts auprès de cédantes qui sont des entreprises liées s'élèvent à EUR 25.633.800 (2016: EUR 8.008.058).

NOTE 8 - CRÉANCES NÉES D'OPÉRATIONS DE RÉASSURANCE

Au 31 décembre 2017, des créances sur entreprises liées figurent pour un montant de EUR 2.932.155 (2016: EUR 3.515.548).

NOTE 9 - ACTIFS CORPORELS

	2017
Valeurs brutes au début de l'exercice	85.617
Acquisitions	82.958
Réductions	—
Corrections de valeur cumulées	(13.475)
	155.100

NOTE 7 - DEPOSITS WITH CEDING COMPANIES

2016	
16.187.735	Net book value
16.187.735	Current value

As at 31 December 2017, the deposits with ceding companies held by affiliated undertakings amounted to EUR 25.633.800 (2016: EUR 8.008.058).

NOTE 8 - DEBTORS ARISING OUT OF REINSURANCE OPERATIONS

As at 31 December 2017 debtors arising out of reinsurance operations owed by affiliated undertakings amounted to EUR 2.932.155 (2016: EUR 3.515.548).

NOTE 9 - TANGIBLE ASSETS

2016	
95.508	Gross book value at the beginning of the year
64.864	Acquisitions
–	Deductions
(74.755)	Accumulated value adjustments
85.617	

... Annexe

... Notes on the accounts

NOTE 10 - CAPITAUX PROPRES

Au 31 décembre 2017, le capital social s'élève à EUR 41.692.987 représenté par 544 actions sans désignation de valeur nominale.

	Capital souscrit Subscribed capital	Réserve légale Legal reserve	Autres réserves Other reserves	Distribution de dividende Dividend	Résultat de l'exercice Result of the year
En EUR In EUR					
Au 31.12.2016 As at 31.12.2016	41.692.987	4.169.299	2.820.250	–	80.954.542
Affectation du résultat 2016 Allocation of 2016 result	–	–	4.198.316	76.756.226	(80.954.542)
Résultat 2017 2017 result	–	–	–	–	28.969.696
Au 31.12.2017 As at 31.12.2017	41.692.987	4.169.299	7.018.566	76.756.226	28.969.696

L'affectation du résultat 2016 a été effectuée après approbation des comptes par les actionnaires lors de l'assemblée générale ordinaire du 8 mai 2017.

NOTE 11 - RÉSERVE LÉGALE

Le bénéfice annuel des sociétés luxembourgeoises doit faire l'objet d'un prélèvement de 5 % à affecter à la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire dès que la réserve a atteint 10 % du capital.

La réserve légale ne peut être distribuée sous forme de dividendes ou quelque autre forme que ce soit pendant la durée de la société. L'affectation à la réserve légale est effectuée après approbation des comptes par les actionnaires lors de l'assemblée générale.

NOTE 12 - DETTES NÉES D'OPÉRATIONS DE RÉASSURANCE

Au 31 décembre 2017, des dettes envers des entreprises liées figurent pour un montant de EUR 0 (2016 : EUR 0).

NOTE 10 - CAPITAL AND RESERVES

As at 31 December 2017, the share capital amounted to EUR 41.692.987 represented by 544 shares with no nominal value.

The allocation of the 2016 result was made after approval of the accounts by the shareholders at the Annual General Meeting on 8 May 2017.

NOTE 11 - LEGAL RESERVE

5 % of the annual profit of companies incorporated under Luxembourg law must be allocated to the legal reserve. That allocation ceases to be necessary when the legal reserve reaches 10 % of the share capital.

The legal reserve cannot be distributed as dividend or in any other form of payment to the shareholders during the life of the company. Allocation to the legal reserve is decided by the shareholders during their annual general meeting approving the annual accounts.

NOTE 12 - CREDITORS ARISING OUT OF REINSURANCE OPERATIONS

As at 31 December 2017, creditors arising out of reinsurance operations owed to affiliated undertakings amount to EUR 0 (2016: EUR 0).

... Notes on the accounts

NOTE 13 - PRIMES BRUTES ÉMISES DU COMPTE TECHNIQUE ASSURANCE

Les primes brutes peuvent être ventilées comme suit:

	2017	2016	
Branches NON VIE	32.858.739	34.774.740	Non-life insurance

NOTE 14 - PRODUITS DES AUTRES PLACEMENTS

Les produits des autres placements peuvent être ventilés comme suit :

	2017	2016	
Produits d'obligations émises par des sociétés du groupe	212.277	593.795	Income from debt securities issued by affiliated undertakings
Produits provenant des dépôts et comptes courants auprès d'établissements de crédit liés	48	53	Income from deposits and current accounts held by affiliated credit institutions
Produits provenant d'autres placements	15.632.490	17.242.844	Income from other investments
	15.844.815	17.836.692	

NOTE 15 - FRAIS DE PERSONNEL

La société a occupé au 31 décembre 2017 : 8,6 (en équivalent temps plein) personnes (2016 : 9,05 personnes).

Les frais de personnel relatif à l'exercice se décomposent comme suit:

	2017	2016	
Salaires et traitements	776.201	814.383	Salaries
Charges sociales	137.511	107.601	Social security costs
Dont pensions	58.877	58.238	of which: pensions

Les frais de personnel sont inclus dans le poste « frais administratifs ».

NOTE 13 - GROSS PREMIUMS WRITTEN

Gross premiums are broken down as follows:

NOTE 14 - INCOME FROM OTHER INVESTMENTS

Income from other investments is distributed as follows:

NOTE 15 - STAFF COSTS

As at 31 December 2017, the Company employed 8,6 persons (full time equivalent) (2016: 9.05 persons).

Employee charges for the year consist of:

Staff costs are included in the caption « administrative expenses ».

... Annexe

... Notes on the accounts

NOTE 16 - RÉMUNÉRATIONS ALLOUÉES AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET ENGAGEMENTS DE PENSION À L'ÉGARD DES ANCIENS MEMBRES DE CES ORGANES

La Société n'a pas alloué de rémunérations aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance en raison de leurs fonctions au 31 décembre 2017 et 2016. La Société n'a pas d'engagement de pension à l'égard des anciens membres de ces organes au 31 décembre 2017.

NOTE 17 - IMPÔTS

La Société est soumise aux impôts sur le revenu et sur la fortune en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg.

Les impôts sur le revenu sont portés sur la ligne « Impôts sur les résultats provenant des activités ordinaires » dans le compte de profits et pertes. Les impôts sur la fortune figurent dans la rubrique « Autres impôts ne figurant pas sous les postes qui précèdent » dans le compte de profits et pertes.

NOTE 18 - CHARGES D'HONORAIRES DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ

Catégorie d'honoraires relatifs à l'exercice :

	2017	2016	
Contrôle légal des états financiers	28.000	28.000	Legal audit of the financial statements

NOTE 19 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

Au 31 décembre 2017, la Société n'a pas d'engagements hors bilan.

NOTE 20 - ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Aucun événement significatif n'est survenu entre le 31 décembre 2017 et la date d'arrêté des comptes.

NOTE 16 - REMUNERATION GRANTED TO MEMBERS OF SUPERVISORY BODIES AND COMMITMENTS ENTERED INTO IN RESPECT OF RETIREMENT PENSIONS FOR FORMER MEMBERS OF THOSE BODIES

The Company did not grant any remuneration to members of supervisory bodies for the services rendered during the year 2017 and in 2016. The Company has no commitments in respect of retirement pensions for former members of those bodies as at 31 December 2017.

NOTE 17 - TAXES

The Company is subject to taxes on income and on wealth in force in the Grand Duchy of Luxembourg.

Taxes on income are recognized under "Income tax on ordinary activities" in the profit and loss account. Taxes on wealth are included in "Other taxes not shown under the above items" in the profit and loss account.

NOTE 18 - FEES CHARGED BY THE AUDIT FIRM


Category of fees related to the financial year:

NOTE 19 - OFF BALANCE SHEET COMMITMENTS

As at 31 December 2017, the Company does not have off-balance sheet commitments.

NOTE 20 - EVENTS AFTER CLOSURE

There were no significant events between 31 December 2017 and the date of the accounts closing.



KBC GROUP RE S.A.
4, rue du Fort Wallis
L-2714 Luxembourg